COUR SUPREME. — Chambre de Droit Privé

12 mai 1968

DROIT MUSULMAN : Applicabilité conflit avec le droit coutumier : prééminence du droit musulman.

HADANA : dévolution en application du droit musulman.

CASSATION : Pourvoi Conditions de recevabilité : exposé des faits.

S... Saliha c/ M... Rabah

La Cour suprême,

Attendu que dame S... Saliha s'est pourvue en cassation d'un jugement, du 10 mars 1966, par lequel le tribunal de grande instance de Tizi-Ouzou a confirmé une décision rendue, le 8 novembre 1963, par le tribunal d'instance de Bordj-Menaïel, en l'amendant seulement sur la question du droit de garde de l'enfant Khaled, qu'il a attribué au père M... Rabah ;

Attendu que trois moyens sont invoqués au pourvoi, tandis que le défendeur soulève son irrecevabilité ;

Sur l'exception d'irrecevabilité :

Tirée de la violation de l'article 241 du code de procédure civile, en ce que le pourvoi s'est étendu longuement sur les faits, au lieu d'en faire un exposé sommaire et, qu'au surplus, il n'énonce aucun moyen de cassation ;

Mais attendu, d'une part, que l'article 241 du code de procédure civile, s'il considère comme suffisant l'exposé sommaire des faits, n'interdit nullement que cet exposé soit plus détaillé, du moment qu'il ne préjudicie en rien aux intérêts des parties et que, d'autre part, la requête présentée par S... Saliha vise bien des moyens de droit justifiant son recours ;

Qu'ainsi, l'exception soulevé n'est pas justifiée ;

Sur les trois moyens réunis

Attendu qu'il est fait reproche au jugement attaqué d'avoir, par violation du droit musulman, défaut de motifs et manque de base légale, confié la garde de l'enfant à son père, au motif unique que le jeune Khaled est en âge de se passer des soins de sa mère, plus à même d'assurer son éducation, alors que, selon le chrâa, la hadana revient en priorité à la mère et alors, au surplus, que des témoignages recueillis et du serment prêté par dame S..., il est établi que M... Rabah ne s'est jamais préoccupé de son fils ;

Attendu que pour passer outre aux faits légalement établis et décider ainsi qu'il l'a fait, le tribunal d'appel s'est fondé sur les règles du droit coutumier qui reconnaît au père kabyle le droit de reprendre son enfant même si celui-ci est âgé de deux ans ;

Mais attendu qu'en matière d'état des personnes, la coutume ne saurait faire échec à la loi ;

Attendu que le chrâa, soucieux de l'intérêt de l'enfant en attribue la garde, d'abord à sa mère, tant qu'elle n'a pas été déclarée déchuë pour l'une des causes nettement déterminée ;

D'où il suit qu'en confirmant la garde de l'enfant à M... Rabah, son père, les juges du fond n'ont pas légalement justifié leur décision ;

PAR CES MOTIFS :

Casse et annule.

MM. BENBAHMED, prés. ; AMARA, cons.-rap. ; RENUCCI, av. gén.

COUR SUPREME. — Chambre de Droit Privé

25 septembre 1968

PROCEDURE CIVILE Procédure devant la Cour Ordonnance de dessaisissement du conseiller rapporteur (art. 119 CPC) Ordonnance paraissant manquer Absence de grief.

HADANA : Dévolution Priorité à la branche maternelle - Eloignement ne faisant pas obstacle au droit de visite.

Dame F... Fatima c/ S... Mokhtar ould Mohamed

La Cour Suprême ,

Attendu que dame F... Fatima s'est pourvue en cassation d'un arrêt, du 8 février 1968, par lequel la cour d'Oran, infirmant une décision rendue le 2 décembre 1966 par le tribunal de Sidi-Bel-Abbès, lui a enlevé la garde de sa petite fille, Samia, pour la confier à son père, S... Mokhtar, au motif de l'intérêt de l'enfant ;

Attendu que le pourvoi invoque deux moyens ;

Sur le premier moyen :

Attendu qu'il est fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir violé les dispositions de l'article 119 du code de procédure civile en ce qu'aucune ordonnance n'a été rendue par le magistrat rapporteur pour mettre fin à l'instruction et constater son dessaisissement ;

Mais attendu qu'il résulte du dossier qu'en application du nouveau code de procédure civile, un conseiller a été désigné pour suivre la procédure ; que les parties ont conclu et qu'une fois l'affaire en état d'être jugée, la date de l'audience a été fixée ;

Qu'ainsi, ce moyen manque en fait ;

Mais, *sur le second moyen :*

Attendu qu'il est reproché à la décision déferée d'avoir, en violation

des règles régissant la hadana, et par manque de base légale, attribué la garde de la jeune Samia à son père et non à son aïeule maternelle F... Fatima ;

Attendu que le chrâa, en matière de hadana, accorde la priorité à la branche maternelle ;

Que cette priorité ne disparaît que dans des cas déterminés qui n'existent pas en l'espèce, puisque la demanderesse au pourvoi, jouit d'une bonne moralité et d'une santé qui lui permet de s'occuper convenablement de sa petite fille ;

Que ses activités de militante, en tant que veuve de chahid, ne sauraient diminuer en rien ses obligations de gardienne et qu'enfin le prétendu éloignement du domicile du père n'atteint pas la distance de six « barids » prévue par la loi, la faculté actuelle des moyens de transport écartant toute difficulté quant à l'exercice du droit de visite du père ;

Qu'il suit de là, qu'en statuant comme ils l'ont fait, les juges du fond n'ont pas justifié légalement leur décision ;

PAR CES MOTIFS :

Casse et annule l'arrêt rendu par la cour d'Oran le 8 février 1968 ;
MM. BENBAHMED, prés. ; AMARA, cons.-rap. ; RENUCCI, av. gén.

COUR SUPREME. — Chambre de Droit Privé

3 juillet 1968

PROCEDURE CIVILE : Procédure devant la Cour Ordonnance de dessaisissement du conseiller rapporteur (art. 119 CPC) Notification non sanctionnée par la nullité ; Absence de grief.

JUGEMENTS ET ARRETS : Décision rendue ultra petita Violation de la loi Cassation.

M.... Abdelhamid c/ S.... Nefissa

La Cour Suprême,

Statuant par défaut à l'égard de dame S... Nefissa

Attendu que M... Abdelhamid s'est pourvu en cassation d'un arrêt, du 14 février 1968, par lequel la cour de Sétif, confirmant en l'amendant, une décision rendue le 19 octobre 1967 par le tribunal de la même ville, a prononcé le divorce d'entre lui et la dame S... Nefissa, a confié à celle-ci la garde des deux enfants issus de leur union, et l'a condamné à lui payer diverses sommes d'argent ainsi qu'à lui restituer différents objets et bijoux ;

Attendu que quatre moyens sont invoqués ;

Sur le premier moyen :

Attendu qu'il est reproché à l'arrêt attaqué d'avoir violé les dispositions de l'article 119 du code de procédure civile en ne mentionnant pas la notification aux parties de l'ordonnance par laquelle le conseiller rapporteur s'est dessaisi du dossier ;

Mais attendu que cette notification n'est pas prescrite à peine de nullité et que son omission n'a pas empêché les parties de se présenter à la date fixée pour l'audience des plaidoiries ;

D'où il suit que ce moyen n'est pas justifié ;

Sur le troisième moyen qui apparaît préalable :

Attendu qu'il est fait grief à la décision déferé d'avoir statué *ultra-petita* en prononçant le divorce qui n'était demandé par aucune des parties ;

Attendu que le vice d'*ultra petita*, s'il n'ouvre droit qu'à la requête civile, peut cependant entraîner la cassation lorsqu'il y a eu, en même temps, violation de la loi, comme c'est le cas en l'espèce ;

Attendu, en effet, que les juges du fond, après avoir déclaré caduc l'accord consacré par l'acte du 15 novembre 1962, à cause de la reprise de la voie commune, ont prononcé le divorce au seul motif que la vie conjugale était devenue impossible, alors que les deux parties, encore unies par le mariage, n'avaient formulé aucune demande en divorce ;

Qu'en statuant comme ils l'ont fait, sur une chose non demandée, les juges d'appel ont violé la loi en prononçant le divorce d'entre les parties, sans tentative de conciliation prévue en la matière et sans entendre les intéressés à ce sujet ;

D'où il résulte que ce moyen suffit pour entraîner la cassation de la décision attaquée, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres griefs ;

PAR CES MOTIFS :

Casse et annule l'arrêt rendu par la cour de Sétif le 14 février 1968.
MM. **BENBAHMED**, prés. ; **AMARA**, cons.-rap. ; **RENUCCI**, av. gén.

COUR SUPREME. — Chambre de Droit Privé

20 juin 1968

CASSATION - Cas d'ouverture - Défaut de réponse aux conclusions des parties

CASSATION : Conditions de recevabilité Défaut d'intérêt.

A.... Fatma, Seghira, Zoubida, c/ A.... Bachir, Mohamed

La Cour Suprême,

Statuant par défaut à l'égard des défendeurs au pourvoi,

Attendu que les sœurs Fatma, Seghira et Zoubida, filles de feu A...

Belkacem demandent la cassation d'un jugement, du 1^{er} juin 1966, par lequel le tribunal de grande instance de Batna, confirmant une sentence rendue, par défaut, par le tribunal d'instance de Khenchela le 28 avril 1964, a condamné les deux premières susnommées, ainsi que A... A... à laisser, au profit de A... Bachir et A... Mohamed, diverses parcelles de terre et quatre pièces d'habitation et à leur payer la somme de 1000 dinars à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que le pourvoi invoque trois moyens :

Sur la recevabilité de dame A... Zoubida en son pourvoi :

Attendu qu'une partie ne peut se pourvoir lorsqu'elle n'a pas été personnellement et nommément désignée dans les qualités de la décision attaquée et dans les actes d'instance ;

Attendu que du jugement attaqué, il résulte que dame A... Zoubida n'y a pas été partie ;

Que, dès lors, son pourvoi est irrecevable ;

Sur le premier moyen

Attendu que l'absence de réponse aux conclusions des parties équivaut à un défaut de motifs et entraîne la nullité de la décision ;

Attendu que des énonciations du jugement déferé, il résulte qu'aux conclusions par lesquelles les dames A... Fatima et Seghira lui demandaient l'autorisation de faire entendre Mohamed Tahar ben Abdallah, rédacteur de l'acte du 1^{er} mars 1954 aux termes duquel A... Belkacem, leur auteur, a érigé en habous les immeubles litigieux, notamment, à leur profit, le tribunal se borne à déclarer que le premier juge a fait une saine application de la loi ;

Qu'en statuant ainsi, sans donner de motifs propres à justifier sa décision, le tribunal n'a pas satisfait aux exigences de la loi ;

PAR CES MOTIFS

Et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens,

Casse et annule le jugement rendu par le tribunal de grande instance de Batna le 1^{er} juin 1966.

MM. **BENBAHMED**, prés. ; **AMARA**, cons.-rap. ; **RENUCCI**, av. gén.

COUR SUPREME. — Chambre Criminelle

25 juin 1968

PEINES : *Non cumul des peines - Contraventions : cumul des peines.*

M... B. c/ Ministère public

La Cour Suprême,

Statuant sur le pourvoi en cassation de l'arrêt de la cour d'Alger en date du 3 juillet 1967 qui a confirmé la condamnation du demandeur à la peine de six mois d'emprisonnement pour vol et ivresse ;

Attendu qu'à l'appui du pourvoi, M^e HADDOU, avocat agréé, conseil du condamné invoque un moyen unique basé sur la violation de la loi, en ce que le demandeur qui a commis le délit de vol et la contravention d'ivresse, fut l'objet d'une seule condamnation, alors que deux peines différentes auraient dues être prononcées en répression de ces deux infractions ;

Attendu qu'il résulte du jugement correctionnel et de l'arrêt de la cour déferé qui l'a confirmé, qu'une seule condamnation fut prononcée contre le demandeur, en sanction du délit de vol et de la contravention connexe d'ivresse ;

Attendu que pour ce faire, les juges du fond ont visé d'une part, en ce qui concerne le vol, l'article 350 du code pénal qui prévoit une peine d'emprisonnement d'un an à 5 ans et une amende de 500 à 20.000 dinars, et d'autre part, la loi du 1^{er} octobre 1917, remplacée en qualité par le décret du 8 février 1955 et l'ordonnance du 7 janvier 1959 qui, pour réprimer l'ivresse publique simple, prévoit dans son article R 4 chapitre 1^{er}, titre IV, une peine de 20 à 40 dinars d'amende ;

Attendu que le demandeur ne cite pas le texte qu'il prétend voir violé ;

Attendu que l'article 38 du code pénal déclare qu'en matière de contravention, le cumul des peines est obligatoire,

Que c'est donc à tort que les premiers juges avaient prononcé contre le demandeur une seule condamnation englobant les deux infractions commises, en lui infligeant une seule peine, d'ailleurs bien au dessous du minimum prévu par l'article 350 du code pénal ;

PAR CES MOTIFS :

Casse.

MM. OULD AOUDIA, prés. ; ZAWADSI, cons.-rap. ; EL HASSAR, av. gén. ; HADDOU, av.

COUR SUPREME. — Chambre Criminelle

9 juillet 1968

*CESSATION : Conditions de recevabilité Délai Délai en matière pénale :
date d'arrêt non énoncée.*

*JUGEMENTS ET ARRETS : En matière pénale Date du prononcé : date
jive Absence d'énonciation quant à la date.*

*APPEL CORRECTIONNEL : Forme Lettre recommandée par avocat - Effet :
avocat mandataire.*

AVOCATS Fonctions et pouvoirs Mandat pour l'appel.

S.... M., B.... M., A.... Y., c/ dame M.... C., A.... L., B.... O., B.... D.

La Cour Suprême,

Statuant sur le pourvoi en cassation de l'arrêt rendu par la cour de Saïda, le 20 février 1968, qui a déclaré irrecevable l'appel fait le 18 octobre 1967, du jugement en date du 23 février 1967, lequel jugement a condamné le chauffeur S... M... à six mois d'emprisonnement avec le bénéfice du sursis et à 1.000 dinars d'amende et a alloué aux parties civiles diverses sommes à titre de dommages-intérêts, tout en ordonnant une expertise médicale ;

Attendu que la déclaration de pourvoi faite le 28 février 1968 par télégramme des intéressés, a été confirmée le lendemain 29 février devant le greffier, par leur comparution ;

Que la taxe judiciaire a été acquittée le 29 février 1968 ;

Discussion :

1° — *Sur la recevabilité des pourvois en la forme :*

Attendu que Maître OUGOUAG, avocat des parties civiles, conteste la recevabilité des pourvois en raison de ce que la déclaration n'en a été faite au greffe que le 29 février, soit 9 jours après le prononcé de l'arrêt, au lieu de l'être le 28, dernier jour du délai de l'article 498 du code de procédure pénale ;

Attendu que Maître BOUDERBAL soutient que l'arrêt entrepris a été rendu en l'absence des parties, et, à une date qui ne correspond pas à la date à laquelle l'affaire avait été renvoyée ;

Que, d'après ses affirmations, les débats ont eu lieu le 16 janvier et l'arrêt devait être rendu le 30 janvier, mais qu'en réalité, il ne l'a été que le 20 février suivant, sans qu'il ait été informé de cette prolongation ;

Qu'il déclare n'avoir connu la date du prononcé de l'arrêt que par un télégramme à lui adressé par son confrère Maître DAYAN, le 23 février, reçu le 27 février ;

Qu'en tout état de cause, l'arrêt ne contient aucune énonciation de la date à laquelle il devait être rendu ;

Que de ce seul fait, il était nécessaire de notifier l'arrêt rendu à une date inconnue des intéressés pour faire courir le délai de l'article 498 du code de procédure pénale ;

Que l'absence de fixation de date du délibéré en violation de l'article 355 alinéa 2° et, le défaut de notification régulière, qui en est la conséquence rendent les pourvois recevables en la forme ;

2° — *Sur la régularité de l'arrêt du 20 février 1968 :*

Attendu que ni le prévenu, ni les civilement responsables n'ont reçu de citations à comparaître devant la cour à l'audience du 16 janvier 1968 ;

Que cette absence de citation ne peut être suppléée par la comparution ou la non-comparution de celles-ci à l'audience du 16 janvier ;

Qu'à la lecture des notes d'audience du 16 janvier, on constate que les parties ont comparu ;

Qu'en lisant les motifs de l'arrêt, on y trouve les reproches en termes vifs qu'adresse la cour aux civilement responsables non comparants ;

Que cette contradiction, révélée par le rapprochement de deux documents officiels, conduit à renforcer l'irrégularité résultant du défaut de citation ;

3° — *Sur la valeur de l'appel interjeté par M^e BOUDERBAL sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception*

Attendu que la cour a considéré comme nul, pour défaut de signature, l'acte d'appel dressé par le greffier le 28 février 1968 au reçu de la lettre de M^e BOUDERBAL, faisant état pour prononcer cette nullité des dispositions de l'article 421 du code de procédure pénale ;

Mais attendu que l'article 420 admet l'appel fait par déclaration écrite ou verbale ;

Qu'incontestablement, la déclaration verbale doit être authentifiée par la signature du déclarant, qu'il soit avocat ou fondé de pouvoir ;

Que cette exigence de l'article 421, se comprend et se justifie, pour éviter toute contestation concernant une déclaration verbale ;

Mais attendu que la déclaration écrite signée de l'avocat produit tous ses effets, surtout en raison des droits reconnus par l'ordonnance n° 67-202 du 27 septembre 1967 à la profession d'avocat et dont l'article 2 a fait, de ce dernier, le mandataire intégral de son client ;

Que c'est donc à tort que l'arrêt attaqué a dit irrégulier, donc irrecevable, l'appel interjeté ;

4° — *Sur la portée juridique de l'arrêt d'irrecevabilité :*

Attendu qu'en déclarant irrecevable l'appel dont elle était saisie, la cour devait considérer qu'elle n'était plus saisie de la décision qui lui était déferée et dont elle n'avait plus à s'occuper ;

Mais, attendu qu'au mépris de sa propre appréciation, rejetant l'appel en la forme, la cour a cru devoir statuer sur le jugement déferé en déclarant :

« En conséquence, confirme purement et simplement la décision déferée qui sortira son plein et entier effet » ;

Qu'il s'agit là, d'une disposition en contradiction avec l'irrecevabilité prononcée, entraînant illégalité du dispositif concernant la confirmation dont s'agit ;

5° — *Sur la valeur de cet appel au regard du jugement du 23 février 1967 :*

Attendu que les citations données à l'inculpé et aux civilement responsables n'ont pas touché ces derniers à personne ;

Que, d'autre part, le jugement de l'affaire avait été renvoyé du 1^{er} décembre 1966 au 26 janvier 1967, puis au 3 février pour être finalement rendu le 23 février 1967, sans que, ni les parties, ni leur avocat n'aient été informés de ces changements de dates ;

Que le délai d'appel ne pouvait courir qu'à dater de la notification dudit jugement ;

Or, attendu qu'à la date du 21 octobre 1967, aucune notification du jugement n'avait été faite ;

PAR CES MOTIFS :

Dit les trois pourvois recevables en la forme,

Au fond, les dits fondés,

En conséquence : Casse et annule l'arrêt du 20 février 1968,

Renvoie la cause et les parties, après délibération spéciale en chambre du conseil, devant la cour d'Oran, pour être statué dans les formes de droit ;

Réserve les dépens ;

Ordonne qu'à la diligence de M. le procureur général près la cour suprême, le présent arrêt sera, porté, dans son texte intégral, à la connaissance de la juridiction qui a prononcé la décision attaquée, à l'effet d'en faire mention, par les soins du greffe, en marge ou à la suite de la minute.

MM. OULD AOUDIA, prés.-rap. ; **EL HASSAR**, av. gén. ; **BOUDERBAL** et **OUGOUAG**, av.

COUR SUPREME. — Chambre Criminelle

2 juillet 1968

REGLEMENT DE JUGES *Cas d'ouverture Contrariété de jugements.*

CRIMES ET DELIT : *Qualification.*

INSTRUCTION PREPARATOIRE : *Ordonnance de renvoi - Caractère juridictionnel et autorité de la chose jugée.*

Proc gén. près la Cour d'Oran c/ C... D... et Adm. des P et T.

La Cour Suprême,

Statuant sur la requête du procureur général près la cour d'Oran en date du 20 mars 1968 tendant à obtenir un règlement de juges dans l'affaire C... D... Ahmed, ex-agent non titulaires des PTT d'Oran, poursuivi pour détournement de deniers publics ;

Attendu que le prévenu tenait le guichet des « contre-remboursement » à la recette principale d'Oran ;

Que sur plainte de l'administration des P et T, une instruction était ouverte pour deux infractions visées en entier au réquisitoire introductif en date du 4 août 1967 ;

1° — détournement de deniers publics prévu et puni par l'article 119 du code pénal,

2° — faux en écriture publique prévu et puni par l'article 214 ;

Attendu que l'instruction clôturée par l'ordonnance de renvoi en date du 25 octobre 1967 disqualifiait les poursuites pour dire qu'il y avait eu abus de confiance prévu et puni par l'article 376 du code pénal ;

Attendu que le tribunal correctionnel d'Oran a rendu le jugement du 14 novembre 1967 infligeant une année d'emprisonnement au prévenu ;

Que l'administration des P et T, partie civile, obtenait condamnation à 18.522,56 dinars, somme détournée et 500 dinars de dommages-intérêts ;

Attendu que sur appel du prévenu et du ministère public, la cour d'Oran a rendu l'arrêt du 6 mars 1968 par lequel elle a infirmé le jugement déferé, et, proclamant que l'infraction reprochée relevait de l'article 119 du code pénal, elle s'est déclarée incompétente ;

Attendu que le procureur général estimant qu'il y avait contradiction entre deux décisions devenues définitives, a saisi la cour suprême de la requête ci-dessus analysée ;

Attendu que M^e GONON, avocat agréé, soutient au nom du prévenu que ce dernier n'avait pas, à l'époque, la qualité de fonctionnaire telle qu'elle est définie par l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 66-138 du 2 juin 1966 ;

Qu'il ne relevait pas dès lors de l'article 119 du code pénal ;

Attendu que la cour suprême se trouve saisie d'une demande en règlement de juges et n'a pas à se prononcer sur des questions qui comme celle soulevée par le défenseur, touchent le fond du débat ;

Qu'en l'espèce, il y a bien, en présence, deux décisions de justice, toutes deux définitives et contradictoires entre elles ; l'ordonnance de renvoi du 25 octobre 1967, et l'arrêt de la cour d'Oran du 6 mars 1968 ;

Que la contradiction constatée entrave le cours normal de la justice ;

Qu'il convient de mettre fin à ce conflit négatif ;

Vu l'article 545 alinéa 3° du code de procédure pénale ; et les articles 546 et 547 du même code ;

PAR CES MOTIFS :

Faisant droit à la requête du 20 mars 1968 en règlement de juges, sans avoir égard à l'ordonnance du juge d'instruction en date du 25 octobre 1967, laquelle doit être considérée comme nulle et non avenue ;

Renvoyant la cause et les parties devant la cour d'Oran (Chambre d'accusation) pour, sur l'instruction déjà faite ou à compléter, s'il y a lieu, faire statuer, tant sur la prévention que sur la compétence, conformément à la loi, par la juridiction de jugement ;

Réserve les dépens.

MM. OULD AOUDIA, prés.-rap. ; EL HASSAR, av. gén. GONON, av.

COUR SUPREME. — Chambre Criminelle

17 décembre 1968

FRAIS DE JUSTICE : *Taxe judiciaire (ord. n° 66-224 du 22 juillet 1966)*

Exigibilité : absence de taxe à la partie civile qui se constitue à l'audience.

PROCEDURE PENALE : *Constitution de partie civile - Recevabilité* : constitution à l'audience, inapplicabilité de la taxe judiciaire.

ACTION CIVILE : *Constitution de partie civile à l'audience Recevabilité.*

SEGHIR-DAOUADJI c/ KOUIDER-DAOUADJI

La Cour Suprême,

Statuant sur les pourvois en cassation de l'arrêt du 27 mars 1968, rendu par la cour de Mostaganem, qui a condamné les consorts **SEGHIR-DAOUADJI** à six mois de prison et 500 dinars d'amende chacun et a alloué aux parties civiles 15.000 et 9.000 dinars de dommages-intérêts ;

Attendu que les pourvois faits dans les délais légaux ont donné lieu au mémoire déposé par Maître **BENABDELLAH**, avocat agréé, qui invoque deux moyens :

Premier moyen :

Violation des dispositions de l'ordonnance n° 66-224 du 22 juillet 1966 relative aux frais de justice, en ce que les parties civiles n'ont pas déposé la taxe judiciaire, ce qui aurait dû entraîner l'irrecevabilité de la demande ;

Attendu que Maître **TILIKETE**, au nom des parties civiles, combat le moyen en invoquant les articles 2, 3, 4, 5, et 501 du code de procédure pénale ;

Attendu que la taxe judiciaire imposé par l'article 506 dudit code a été régulièrement payée ; que celle visée par l'ordonnance précitée concerne l'avance des frais de justice prévue par l'article 112 alinéa B ;

Attendu que cette taxe est régie en matière pénale, par les dispositions de l'article 129 de l'ordonnance du 22 juillet 1966, qui en impose le versement préalable par la partie civile dans deux cas bien spécifiés ;

1) lorsque celle-ci saisit, directement le juge d'instruction conformément au code de procédure pénale ;

2) lorsqu'elle cite directement le prévenu devant la juridiction pénale ;

Que la consignation préalable, exigée de la partie civile, repose sur le déclenchement de l'information par la plainte préalable de la partie lésée qui se constitue partie civile (article 72) laquelle est, alors tenue de satisfaire aux exigences de l'article 75 du code de procédure civile ;

Que ce dernier article laissait au juge d'instruction le pouvoir de fixer la somme présumée nécessaire pour les frais de la procédure, tandis que l'article 112 de l'ordonnance du 22 juillet 1966 fixe lui-même le montant de la consignation ;

Qu'en un mot, s'agissant d'une constitution de partie civile, dans le cadre des articles 2 et 3 du code de procédure pénale, il n'y a pas lieu de faire droit au moyen ;

Deuxième moyen :

Violation de l'article 433 du code de procédure pénale, en ce que la cour de Mostaganem a accueilli une demande formée par les parties civiles ;

Attendu que Maître **TILIKETE** conclut au rejet du moyen, pensant que les demandes présentées ont été groupées par le greffier dans un but de simplification des écritures ;

Attendu que l'arrêt avait à apprécier une demande de 600.000 dinars ramenée par le tribunal à 5.000 dinars alloués aux deux parties civiles ;

Que devant la cour, celles-ci ont, séparément, fixé leurs demandes respectives à 60.000 dinars pour Djillali et à 50.000 dinars pour Abdelkader ;

Que la cour a alloué au premier la somme de 15.000 dinars, au second celle de 9.000 dinars ;

Qu'il n'y a donc pas eu demande nouvelle, mais simple fixation du montant de la réparation due à chacune des parties civiles ;

PAR CES MOTIFS :

Reçoit les pourvois en la forme ;

Le dit mal fondés et les rejette ;

Condamne les demandeurs aux dépens du pourvoi.

MM. **OULD AOUDIA**, prés.-rap. ; **KERRAD** et **ZAWADSKI**, cons. ; **SEKFAÏI**, av. gén. ; **BENABDALLAH** et **TILIKETE**, av.

COUR SUPREME (Chambre Criminelle)

4 février 1969

COMPETENCE Art. 7 C.P.C. Procédure pénale, art. 3 C.P.P. : matière non administrative, art. 7 C.P.C. non applicable, validité de la mise en cause de l'A.J.T.

ETAT ET COLLECTIVITES Mise en cause valable devant la juridiction répressive.

La Cour suprême,

Attendu que le 5 juin 1966, à Annaba, HARZELLI Aïssa, chauffeur de l'administration centrale, en service, a commis un homicide involontaire sur la personne de BENCHAIIB Azzedine ;

Qu'il a été poursuivi, de ce chef, devant le tribunal d'Annaba qui, le 4 août 1967, a retenu sa responsabilité pénale dans la proportion des deux tiers, l'a condamné à 500 DA d'amende, a déclaré l'administration centrale civilement responsable en la personne de l'agent judiciaire du trésor et a alloué des dommages-intérêts à la partie civile ;

Que sur appel du prévenu, du civilement responsable, du procureur de la République et de la partie civile, et par arrêt du 10 juin 1968, la cour de Annaba, a :

1°/ confirmé en principe le jugement, mais élevé l'amende à 1.000 DA,

2°/ infirmé pour le surplus et, statuant à nouveau, a déclaré la juridiction pénale incompétente pour statuer sur la responsabilité et sur la demande des parties civiles ;

Attendu que par déclaration du 14 juin 1968 les consorts BENCHAIIB parties civiles, se sont pourvus régulièrement contre cette décision ;

Qu'au soutien de leur recours, ils font valoir un moyen unique. en ce que l'arrêt attaqué, après avoir retenu la responsabilité pénale du prévenu et statué sur l'action publique, s'est déclaré incompétent pour connaître de l'action civile et, pour ce faire, s'est fondé sur les dispositions de l'article 7 du code de procédure civile au mépris de l'article 3 du code de procédure pénale ;

Attendu que l'article 7 du code de procédure civile a donné compétence à la cour en tant que juridiction de premier degré, et à la chambre administrative de la cour suprême, en tant que juridiction d'appel, pour connaître des affaires qui intéressent l'état, le département, la commune ou un établissement public ;

Attendu que l'action poursuivie en application de cet article 7 du code de procédure civile, a incontestablement un caractère administratif ;

Mais attendu que, selon l'article 3 du code de procédure pénale « l'action civile peut être exercée en même temps que l'action publique et devant la même juridiction. Elle sera recevable de tous chefs de dommages aussi bien matériels que corporels ou moraux qui découleront des faits objets de la poursuite » ;

Attendu que cette compétence des juridictions de droit commun, ne comporte aucune exclusive et ne prévoit aucun privilège de juridiction, au profit de l'état, des départements, communes et établissements publics ;

Attendu qu'on doit remarquer que le code de procédure civile, dans lequel est inclus l'article 7 sus-visé a été publié au Journal officiel de l'Algérie le même jour que le code de procédure pénale et qu'on ne conçoit pas que le législateur, en développant le principe de l'article 7 de ce dernier code, ait voulu déroger, de quelque manière que ce soit, à la règle de l'article 3 du code de procédure pénale, dont s'agit ;

Attendu que l'article 7 du code de procédure civile, ne fait que répartir entre les cours et la cour suprême, les matières qui étaient de la compétence d'attribution des juridictions administratives supprimées ;

Qu'enfin rien n'empêche les tribunaux repressifs d'être saisis d'infraction se rattachant à des actes de l'administration et de se trouver compétents pour apprécier les responsabilités qui en découlent ;

Attendu qu'à bon droit, les demandeurs au pourvoi soulignent que si l'arrêt attaqué était suivi il aboutirait à créer une catégorie spéciale de citoyens qui pourraient échapper à l'application du code de procédure pénale, et plus particulièrement à l'exercice de son article 3, alors que ledit code n'a pas prévu d'exception ;

Qu'à ces considérations on peut ajouter que les justiciables seraient ainsi mis dans l'obligation de recourir à un second procès, devant la juridiction administrative, avec toutes les lenteurs et les frais qui en résulteraient ;

PAR CES MOTIFS :

Reçoit le pourvoi comme régulier en la forme Le déclare fondé.

En conséquence : casse et annule l'arrêt de la cour d'Annaba en date du 10 juin 1968, en ce qu'il a infirmé pour le surplus, et statuant à nouveau, déclaré la juridiction pénale incompétente pour statuer sur la responsabilité civile de l'administration ;

Renvoie la cause et les parties devant la cour d'Annaba, autrement composée, compte tenu des motifs ci-dessus énoncés ;

Laisse les dépens à la charge de l'Etat ;

MM. OULD AOUDIA, pré.-rapp. ; ZAWADSKI et BADR, cons. ; SEKFALI, av. gén. ; GONON et BENMELHA, av.

NOTE :

On ne saurait trop attirer l'attention sur cet important arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour Suprême — relatif à une importante et quotidienne question de compétence.

Une fois encore, en effet, la Cour Suprême avait à dire si l'Etat ou une collectivité publique pouvait être valablement attrait devant le juge répressif, aux côtés de son agent poursuivi pour avoir commis une infraction — le plus souvent un accident de la circulation.

Les termes de la discussion sont connus. Au-dessus d'une jurisprudence divisée, la Chambre Criminelle a déjà jugé (1) que l'article 7 n'avait pas à recevoir application dans le procès pénal, et que par conséquent l'Etat pouvait y être mis en cause. Cet arrêt était particulièrement motivé par le caractère attractif de la procédure pénale.

Par l'arrêt du 4 février 1969, la Chambre Criminelle confirme avec force sa position. On s'attachera volontiers à relire les motifs, qui paraissent de nature à éliminer définitivement toute discussion portant sur ce sujet.

Il reste à souhaiter que les juges du fond suivent cet exemple, à un moment où il est question que le législateur lui-même ferait une nouvelle rédaction de l'article 7 et enlèverait à celui-ci cette fallacieuse apparence de barrage.

COUR D'ALGER. — Chambre Civile**5 novembre 1968**

HADANA Dévolution Obligations de l'attribution Obstacle au droit de visite - Déchéance du droit de garde.

PUISSANCE PATERNELLE Démembrement Garde Droits du parent qui n'a pas la garde.

K.... Abdelmadjid c/ K.... Latifa

La Cour,

Un jugement de l'ancien tribunal du canton nord d'Alger, en date du 27 septembre 1965, avait prononcé le divorce des époux K... Abdelmadjid et K... Latifa et confié à celle-ci la garde de l'enfant commun Abdellouahib, âgé maintenant de cinq ans environ ; une ordonnance du même tribunal du 1^{er} décembre 1965 a organisé le droit de visite au profit du père. Ce droit de visite n'ayant pas pu être exercé à raison de l'opposition de K... Latifa, K... Abdelmadjid le père entreprit contre son ex-épouse une action de déchéance du droit de garde ; celle-ci fut sanctionnée par un jugement du tribunal d'Alger en date du 9 septembre 1967, renvoyant K... Latifa à l'exécution de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1965 sus-indiquée ;

(1) — Arrêté du 19 mars 1968 (Revue Algérienne, 1968, II, 585, et la note critique B.G.).

K... Abdelmadjid a régulièrement relevé appel dudit jugement par requête enregistrée au greffe de la cour le 21 décembre 1967 ; l'appelant expose par son avocat, M^r Rouis, que le comportement de son ex-épouse met un obstacle à l'exercice de son droit de visite et de surveillance de son enfant ; il demande l'infirmité de la décision déferée, la déchéance de l'intimée de son droit à la hadana, l'attribution à son profit de cette charge ; l'appelant verse aux débats deux procès-verbaux dressés par le cadî d'Alger, agent d'exécution, les 17 février et 11 avril 1966 et desquels il résulte que lors du premier transport de cet agent, K... Latifa refusa de remettre l'enfant à son père, au motif que celui-ci ne lui avait pas versé les arriérés d'une pension ;

Que lors du second transport du cadî, le même refus fut opposé par K... Latifa parce que celle-ci aurait interjeté appel de l'ordonnance ayant organisé le droit de visite ; il est versé au dossier l'expédition d'un jugement du tribunal d'Alger, section pénale, en date du 13 février 1967, condamnant K... Latifa, pour non représentation d'enfant, à une amende de deux cent dinars et un dinar de dommages-intérêts, au profit de K... Abdelmadjid.

En réplique, l'intimée déclare qu'elle s'était opposée une seule fois à la remise de l'enfant parce que c'était son grand père paternel qui vint le chercher, que la décision pénale qui l'a condamnée ne s'impose pas au juge civil et elle conclut à la confirmation pure et simple de la décision du premier juge et à la condamnation de l'appelant à lui payer 300 dinars de dommages-intérêts.

SUR CE

En la forme :

Attendu que l'appel a été fait régulièrement dans les formes et délais ;

Au fond

Attendu que les règles du chrâa font obligation à la personne investie du droit de garde de ne pas empêcher s'il n'y a pas de motifs graves, l'exercice de la puissance paternelle, sachant que le père a la charge de surveiller l'éducation et l'entretien de son enfant ;

Or, attendu, en l'espèce que dame K... Latifa a enfreint ces règles, par son refus injustifié de remettre l'enfant Abdellouahid à son père dont le droit de visite est consacré par l'ordonnance du 1^{er} décembre 1965, et cela malgré sa condamnation par le tribunal correctionnel et deux tentatives d'exécution de l'ordonnance précitée ;

Qu'ainsi l'appelant est fondé à demander à son profit la hadana de son fils ;

Attendu que K... Abdelmadjid justifie, de la présence à son foyer, d'une personne, sa mère, susceptible d'assurer la garde effective et de donner à l'enfant tous les soins désirables.

PAR CES MOTIFS :

Oùï, M. le président DRIF en la lecture de son rapport, les avocats des parties et le ministère public en ses réquisitions, statuant en matière civile, contradictoirement, publiquement et en dernier ressort, après en avoir délibéré conformément à la loi.

Reçoit l'appel comme régulier en la forme,

Au fond, le dit fondé,

Infirme, en conséquence, la décision déferée et, statuant à nouveau, prononce la déchéance de K... Latifa de son droit de garde de l'enfant K... Abdellouahid ;

Confie la hadana dudit enfant à son père K... Abdelmadjid.

Condamne l'intimée aux dépens.

MM. DRIF, prés. ; TALEB et BENZERGA, cons. ; AZZIZI, subt. gén. ; ROUIS, av.

COUR D'ALGER. — Chambre Civile

2 avril 1968

CHOSE JUGEE : Portée Chose jugée au pénal Effets sur le juge civil.

BLESSURES INVOLONTAIRES Partage de responsabilité.

RESPONSABILITE CIVILE Faute Partage.

BENKHELIFA Abdelkader c/ M.... O....

La Cour,

Sur les circonstances de l'accident :

Attendu qu'il apparaît des éléments du dossier et notamment du procès-verbal d'enquête de police, que l'accident est survenu dans les circonstances suivantes ;

Le sieur Benkhelifa Abdelkader conduisait son véhicule Peugeot 404, à Tiaret, boulevard Benbadis large de 8,90 m, en direction de la Place des Martyrs ; pour dépasser un camion stationné du côté droit, devant les établissements Benmessaoud sis au n° 4 de cette artère, il emprunta le milieu de la chaussée lorsqu'une jeune fille déboucha subitement de l'arrière du camion, il freina sur une longueur de 4,50 m tout en braquant vers la gauche, mais il ne put éviter le choc, l'enfant fut heurtée par l'aile avant droite du véhicule et projetée à terre, le conducteur ne put s'arrêter qu'à 2,50 m, après le point de choc, la fillette fut transportée à l'hôpital où le médecin traitant constata qu'elle avait une fracture de maxillaire inférieur.

Attendu que l'agent de police K... B... qui était de service à la place des Martyrs, non loin du lieu de l'accident déclare que la victime a été heurtée et renversée par l'avant côté gauche du véhicule et estime la vitesse de la voiture à 110 km/h.

Sur la responsabilité de l'accident :

Attendu qu'il est constant qu'à la suite de cet accident le conducteur Benkhelifa Abdelkader a été condamné à une amende de 100 DA pour blessures involontaires et une autre amende de 60 DA pour excès de vitesse, par jugement réputé contradictoire du tribunal de simple police de Tiaret, en date 7 avril 1964,

Attendu cependant, que les appelants soutiennent que d'après les tableaux rapportés dans l'ouvrage de M. Beddou un freinage sur 7 mètres correspond à une vitesse inférieure à 40 km-heure.

Mais attendu qu'il n'en demeure pas moins que le chauffeur devait, aux termes des articles R. 10 et R. 14 du code de la route, mener avec prudence son véhicule, régler sa vitesse en fonction des difficultés de la circulation ou des obstacles prévisibles, d'une manière telle qu'il soit capable d'arrêter pratiquement sur place, en cas d'obstacle imprévu, d'autant plus qu'il dépassait un camion en stationnement, dans une artère à grande circulation.

Attendu par ailleurs, que la victime a, elle aussi, commis une très grave faute en partant de l'arrière d'un camion en stationnement et en traversant la chaussée sans s'assurer qu'elle pouvait le faire sans danger.

Attendu qu'enfin, la mère de la victime a, de son côté, commis une grave négligence à l'égard de son enfant âgé seulement de 5 ans, en l'abandonnant sans surveillance dans un boulevard où particulièrement la circulation est dense et dangereuse ;

Attendu qu'en considération de toutes les circonstances de l'accident et des fautes commises tant par la victime et sa mère, que par le chauffeur, il convient de faire supporter la responsabilité de l'accident dans la proportion de 3/4 par la victime et sa mère, et d'un quart par le chauffeur ;

Qu'il échet donc d'infirmier sur ce point, le jugement déféré, et de le confirmer pour le surplus.

Attendu enfin, que toute partie qui succombe doit supporter les dépens qu'elle a occasionnés.

PAR CES MOTIFS :

Et ceux non contraires des premiers juges,

La Cour,

Statuant publiquement, contradictoirement, sur appel en matière civile et en dernier ressort,

Reçoit l'appel comme régulier en la forme,

Le déclare bien fondé,

Infirmie le jugement entrepris en ce qui concerne la responsabilité de l'accident litigieux,

En statuant à nouveau et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire,

Dit la responsabilité de l'accident dont s'agit incombe pour trois-quarts à la jeune victime G... A... et sa mère, et pour un quart au chauffeur Benkhelifa Abdelkader,

Confirme, pour le surplus le jugement déféré,

Condanne l'intimé es-qualité aux dépens d'appel.

MM. DJELLAS prés. KHEDIM cons.-rapp. HENNI av. gén. ; BEDOAS et Bât. CHERGUI av.

TRIBUNAL D'ANNABA (Section Commerciale)

26 décembre 1968

SOCIETES : Nationalité - Transfert du siège nul ou inopérant - Administration.

NATIONALITE des sociétés Détermination : siège ; statuts, textes législatifs et réglementaires - Effets.

PROCEDURE CIVILE Qualité.

NATIONALISATIONS Effets.

**Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Minières
(SONAREM) (ex-Soc. de l'Ouenza) c/GENE BRIER et autres**

Le Tribunal,

Attendu que suivant requête écrite déposée par M^r Faïdi la demanderesse a régulièrement assigné les défendeurs pour s'entendre :

- Dire et juger le tribunal d'Annaba (Section Commerciale) compétent pour connaître du présent litige ;

- Dire et juger que la société nationalisée de l'Ouenza a été constituée en Algérie et y a obtenu la personnalité juridique pour être, dès sa constitution, régie par le droit particulier du territoire algérien jusqu'à l'indépendance et depuis l'indépendance par le régime juridique de la République Algérienne Démocratique et Populaire, en tant que société de nationalité algérienne ;

- Dire et juger que seule SONAREM a qualité pour ester en justice pour la société nationalisée de l'Ouenza et pour, de façon générale, assurer la sauvegarde des intérêts de cette société, notamment en désignant des mandataires en justice ou ailleurs ;

Faire défense aux requis de s'immiscer dans la gestion, l'administration et le contrôle de ladite société sous peine d'une astreinte non comminatoire, conjointe et solidaire de 100.000 DA pour chaque infraction à la présente défense ;

Faire défense de formuler une quelconque revendication en quelque qualité que ce soit aux fins de recueillir les fonds dûs par tout débiteur et notamment ceux dûs par la société centrale de banque, Italsider et B.I.S.C. (Ore) limited ; ordonner aux requis de renoncer à poursuivre les actions qu'ils ont intentées ou prétendument autorisées au nom de la société nationalisée de l'Ouenza, sous peine de la même astreinte que ci-dessus ;

Ordonner les transferts, cessions et délivrances à la SONAREM de tous fonds et avoirs de la société nationalisée de l'Ouenza qui auraient été et pourraient être détenus ou perçus par les requis à quelque titre que ce soit.

Ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir, sans caution, nonobstant opposition, appel ou toutes autres voies de recours.

Donner acte à la requérante de ce qu'elle se réserve formellement d'agir contre toute personne autre que les requis qui se serait immiscée dans la gestion, l'administration et le contrôle de la société nationalisée de l'Ouenza.

Condamner les requis solidairement en 100.000 DA à titre de dommages et intérêts, ainsi qu'en tous les dépens.

Attendu que bien que régulièrement cités les défendeurs ne comparaissent pas ni personne pour eux, ce qui laisse présumer qu'ils n'ont aucune objection valable à opposer à la demande dirigée à leur encontre.

Attendu que dans des conclusions additives M^e Faidi, avocat de la demanderesse, a sollicité l'adjudication des fins de ladite requête.

Attendu :

Que la société de l'Ouenza (ci-après dénommée l'Ouenza ou la société) a été constituée en vertu de la loi du 24 juillet 1867 rendue applicable à l'Algérie par décret du 20 décembre 1867.

Que le premier acte en vue de la constitution de l'Ouenza résulte d'un document notarié stipulé entre parties et enregistré à Paris le 26 décembre 1913, qui assujettissait expressément la société au régime légal applicable en Algérie, puisqu'aux termes de ces statuts originaires il était déclaré que le siège social de l'Ouenza se trouvait à Alger, en Algérie.

Qu'en 1922, ce siège fut régulièrement transféré à Bône, département de Constantine, en Algérie, puis en 1936 à Ouenza, toujours en Algérie.

Qu'aux termes des articles 55 à 59 et 61 de la loi du 24 juillet 1867, les statuts doivent être déposés et enregistrés dans le département où la société est légalement domiciliée.

Que les statuts ont été déposés au tribunal de commerce de Guelma en Algérie sous le numéro d'enregistrement 3542.

Que les statuts expriment, en leurs articles 3 et 52 l'intention des fondateurs d'après laquelle le statut légal définitif de la société était soumis à la condition suspensive de l'approbation des statuts, des modifications des statuts et des activités de la société par le Gouverneur Général de l'Algérie ce qui démontre, s'il en était besoin, que la société était soumise au droit local algérien.

Que les statuts, en leurs articles 43 et 44, ne font renvoi aux lois françaises que dans la mesure où ces lois sont applicables à l'Algérie.

— Que l'article 49 des statuts déclare que tous différends internes de la société doivent être soumis aux juridictions compétentes du lieu où est situé le siège social, lequel siège s'est toujours trouvé en Algérie.

Que l'article 27 des statuts prescrit que les réunions doivent se tenir au siège social ou en toute autre ville en Algérie ou en France.

Que l'article 29 des statuts exige qu'une liste des présents indiquant les nom et résidence des actionnaires soit déposée au siège social en Algérie.

Que l'article 37 des statuts stipule que les listes des actionnaires et les documents de la société soient conservés en Algérie.

Que la convention et le cahier des charges de 1913 passés entre la société concessionnaire et le Gouverneur Général de l'Algérie disposaient que le droit de fonder l'Ouenza aux fins d'exploiter la concession minière était accordé par l'Algérie et réservaient au Gouverneur Général un droit de veto absolu, non seulement quant aux statuts de la société, mais aussi en ce qui concerne la continuation de ses opérations et de son existence-même, assujettissant de la sorte l'existence-même de la société aux actes de l'autorité qui exerçait le pouvoir souverain sur le territoire algérien.

Qu'à l'article 6 de la convention de Bou-Khadra de 1925 il est précisé que la société qui exploite ladite concession doit avoir son siège social en Algérie.

Que la société de l'Ouenza a confirmé son choix de l'Algérie comme le pays de son siège social en se conformant aux dispositions de l'article 6 de la convention précitée.

Que l'Algérie, avant de recouvrer son indépendance, jouissait d'un statut unique, n'étant ni une colonie, ni un département d'outre-mer, ni un Etat associé, mais constituant un cas exceptionnel - une région ayant sa propre personnalité de droit public et qui jouissait de l'autonomie financière et d'un régime juridique issu, à divers moments, des lois rendues expressément applicables au territoire par l'Assemblée Nationale Française, de décrets et arrêtés du Gouvernement français, de décisions promulguées par l'Assemblée Algérienne et d'arrêtés pris par le Gouverneur Général de l'Algérie, mais jamais une région ayant un régime juridique identique à celui de la France métropolitaine si bien que depuis le début de son existence, l'Ouenza n'était régie par le

droit français que dans la mesure où il était déclaré expressément applicable à l'Algérie fait qui a été reconnu à l'article 44 des statuts le 18 juillet 1956, où les pouvoirs des détenteurs de parts de fondateur furent définis en partie selon les termes de certaines lois françaises uniquement dans la mesure où celles-ci avaient été rendues applicables à l'Algérie par l'Assemblée Algérienne.

Que, pendant toute la durée de son existence avant l'indépendance l'Ouenza, ainsi que les membres de son bureau et de son conseil d'administration, comme ils l'ont librement choisi eux-mêmes, étaient régis par la législation algérienne et bénéficiaient de ce statut exclusivement algérien par opposition à un statut français purement métropolitain, comme l'indiquent les exemples suivants : (a) pendant toute l'existence de la société, les actes officiels ont toujours été publiés dans des journaux algériens et certains documents, conformément à la législation commerciale, ont été tenus à la disposition des actionnaires, afin que ceux-ci les examinent, au siège social, à Guelma (Algérie), de la façon et pour les durées prévues par la loi ; (b) les livres de comptes, et notamment le « grand-livre centralisateur », régulièrement cotés et paraphés par les autorités algériennes, étaient tenus au siège social de la société en Algérie ; (c) les contributions indirectes frappant la société, et plus particulièrement en ce qui concerne la perception des droits de timbre sur les actions, parts de fondateurs et obligations, étaient levées conformément à la législation fiscale propre à l'Algérie, laquelle, bien entendu, n'était pas la même que celle qui était en vigueur en France, dans les colonies, départements d'outre-mer ou Etats associés ; (d) l'impôt de solidarité nationale, perceptible après la seconde guerre mondiale, a été appliqué à l'Ouenza conformément à la législation algérienne promulguée par l'Assemblée Algérienne ; (e) les déductions d'impôts dont la société a bénéficié ont été celles qui sont prévues par le code fiscal algérien, faveur qui n'existait pas en France ; (f) l'Ouenza n'a modifié l'article 43 de ses statuts, afin de le rendre conforme à la loi française du 23 janvier 1929, laquelle apportait des modifications au règlement sur les parts de fondateur, qu'après que ladite législation française eût été rendue expressément applicable à l'Algérie en vertu de la loi du 15 mars 1932 ; (g) la société n'a constitué une provision pour revalorisation que lorsque la législation française en la matière eût été rendue applicable au territoire algérien ; (h) à la suite de la convention de Bou-Khadra, l'Ouenza et l'Algérie mirent à exécution en Algérie, les 23 et 24 décembre 1932, un amendement au cahier des charges annexé à la convention originaire de 1913 ayant pour objet d'assurer certains avantages financiers à la société ; et (i) le 28 avril 1937, l'Ouenza et l'Algérie, conclurent une convention relative aux taxes, au tonnage minimum, aux procédures comptables, aux indemnités en faveur de l'Algérie et au droit du Gouverneur Général de nommer trois administrateurs.

Que tout ce qui précède contribue ainsi à exprimer très clairement l'intention des fondateurs de voir l'Ouenza régie par le seul droit applicable en Algérie et une volonté non-équivoque chez les gérants, directeurs et actionnaires de l'Ouenza dans leur choix intentionnel

et répété de se soumettre et de soumettre l'Ouenza au régime juridique applicable au territoire algérien.

— Attendu que le recouvrement de son indépendance par le peuple algérien a eu pour conséquence, selon le droit international, la substitution de la souveraineté de ce peuple à celle de l'ancienne puissance, assujettissant ainsi l'Ouenza à la nouvelle souveraineté et au régime juridique promulguée par elle.

Que dès l'indépendance, le gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire a recueilli tous les pouvoirs, droits et prérogatives exercés jusque-là par la France en la personne du Gouverneur Général et résultant du régime de droit en vigueur en Algérie.

Que ce droit dudit gouvernement a été reconnu dans le préambule des accords d'Evian.

Qu'afin d'éviter un vide juridique, l'Assemblée Nationale algérienne par la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962, reconduisit l'ensemble de la législation alors en vigueur sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale.

Que l'Ouenza se trouva ainsi placée sous l'empire des lois de l'Algérie après l'indépendance, et que le gouvernement de l'Algérie a exercé les droits jusque-là détenus par le gouverneur général, y compris : 1°) droit de veto sur l'exploitation de concessions minières accessoires (voir article (3) et (4) des statuts) ; 2°) droit de veto sur les éventuelles modifications des statuts élaborés lors des assemblées générales des actionnaires (voir article 34 des statuts) ; 3°) droit de veto sur la prolongation de la durée ou dissolution avant terme de la société (voir article 34 des statuts) ; 4°) droit de veto sur toutes les modifications éventuellement apportées aux conditions de la concession (voir article 47 des statuts).

— Que l'Ouenza a reconnu qu'elle était un ressortissant algérien, qu'elle a réaffirmé sa nationalité de même que son assujettissement à la loi algérienne en 1°) obtempérant au décret sur la réimmatriculation du 23 juillet 1963 en déposant au greffe du tribunal de commerce de Guelma une déclaration dans laquelle la société a mentionné qu'elle avait Ouenza pour siège social et dans laquelle elle réaffirmait sa nationalité algérienne ; 2°) en continuant d'affirmer que, aux fins de déclarations des actions, des contributions indirectes et impôt sur le chiffre d'affaires prévus par la décision du 27 avril 1963, le siège de la société se trouvait à Ouenza ; 3°) en continuant à calculer ses impôts sur la base du code fiscal algérien régissant les contributions directes et indirectes, modifié par la législation promulguée après l'indépendance.

— Attendu que le gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire, en présence de ces faits, en invoquant comme motifs l'utilité publique et l'intérêt national, et faisant ainsi valoir sa souveraineté sur ses richesses naturelles, a nationalisé la société

de l'Ouenza et a désigné le Bureau Algérien pour la Recherche et l'Exploitation Minières (BAREM) en qualité d'administrateur de la société afin de la diriger, gérer et administrer aux termes de l'ordonnance du 6 mai 1966 et du décret du 14 juillet 1966.

Qu'à la Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Minières (SONAREM), créée par l'ordonnance n° 67-79 du 11 mai 1967, il a été transféré les biens, droits et obligations du BAREM.

Que l'ancien conseil d'administration et certains actionnaires, lors de deux soi-disant assemblées générales tenues à Paris, la première à la fin de 1966 et la dernière dans le courant de l'année 1967, ont prétendu transférer à Paris le siège social de l'Ouenza en infraction au décret n° 63-483 du 23 décembre 1963 et à l'article 12 des statuts.

Attendu qu'au moment de la nationalisation, les sommes de 1.210.150,69 francs français, 2.000 livres sterling et 75.850.147 liras italiennes étaient, entre autres créances, dues et payables à la société de l'Ouenza nationalisée, par la société centrale de banque, à Paris ; la somme de 2.504.128,84 dollars U.S. était due par la société Italsider, à Gênes (Italie) ; et la somme de £ 285.923/6s/4d en livres sterling était due par B.I.S.C. (Ore) limited, à Londres (Grande-Bretagne).

Que BAREM, maintenant SONAREM, a sommé les trois débiteurs susdits de payer les sommes dues, pour le compte de la société de l'Ouenza nationalisée.

Que cette demande a été refusée au prétexte que Génébrier, Roger et les autres défendeurs, en prétendant représenter la société de l'Ouenza nationalisée, avaient réclamé les mêmes sommes.

Que la demanderesse affirme que les défendeurs, sans l'autorisation ou le consentement de SONAREM, et en violation de l'ordonnance et du décret de nationalisation précités ont procédé aux actes suivants, au préjudice de la demanderesse : 1°) le 30 juin 1967, les défendeurs, prétendant agir au nom de la société de l'Ouenza, ont obtenu un jugement du tribunal de commerce (Huitième chambre), à Paris (France), contre la société centrale de banque, celle-ci étant condamnée à payer FF. 1.210.150,69 ainsi que l'équivalent en francs français de 78.850.417 liras italiennes et 2.000 livres sterling ; 2°) le 30 mai 1967, les défendeurs prétendant représenter la société de l'Ouenza, et par l'intermédiaire d'un avocat italien agissant en vertu d'une procuration en date du 21 mars 1967, ont engagé des poursuites devant le tribunal supérieur de Gênes statuant en matière civile contre la société Italsider, en réclamant la somme de dollars U.S. 2.504.128 et 84 cts due à la société de l'Ouenza ; 3°) le 23 juin 1966, les défendeurs, prétendant représenter la société de l'Ouenza nationalisée, ont sommé la S.A.R.L. « B.I.S.C. » (Ore) de payer la somme de livres sterling £ 285.923/6s/4d faisant ainsi une revendication opposée à celle de SONAREM dans l'intention d'obtenir le paiement des sommes dues à la société de l'Ouenza, et en suite de quoi la B.I.S.C. (Ore) a formé une demande incidente en contestation en date du 15 août 1966 ; le 22 novembre 1966

Master Elton, le juge suppléant chargé de l'instruction, décida en faveur de l'admission de la demande en contestation en ordonnant à la B.I.S.C. (Ore) de mettre en dépôt la somme en litige jusqu'à ce qu'une décision soit rendue concernant le bienfondé des prétentions respectives des autres parties.

Que la demanderesse affirme que le comportement des défendeurs, ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, lui a causé un préjudice considérable.

Sur la compétence

Attendu que l'article 49 des statuts de l'Ouenza précise que les différends entre les actionnaires et la société, entre les actionnaires et les administrateurs, entre les actionnaires et les commissaires aux comptes ou entre les actionnaires eux-mêmes seront soumis à la juridiction des tribunaux compétents du département du siège social.]

Que tout actionnaire est tenu d'élire domicile dans ledit département aux fins de signification, et toute signification peut être faite au parquet du tribunal dudit département.

Qu'il semble évident que les défendeurs se sont soumis à la juridiction de ce tribunal seul compétent *ratione loci* (article 49 des statuts).

Que les défendeurs se sont placés sous la juridiction du tribunal compétent du département où se trouve le siège social, et cela, au moins pour deux raisons : 1°) ils prétendent être toujours administrateurs, auquel cas la présente action constitue un litige entre les soi-disants administrateurs et SONAREM qui a remplacé l'Ouenza et qui est propriétaire des actions et des parts de ladite société ou 2°) étant donné que l'article 16 des statuts exige de la part d'un administrateur qu'il soit détenteur d'un minimum de 40 actions, les défendeurs qui se sont présentés comme administrateurs peuvent aussi être considérés comme s'étant présentés en qualité d'actionnaires.

Que les défendeurs se sont donc soumis à la juridiction d'un tribunal compétent.

Attendu qu'il ne reste à savoir, en ce qui concerne la juridiction, que si ce tribunal est compétent conformément à la définition donnée par les statuts.

Que pour résoudre cette question, il s'agit de se demander : 1°) si le siège social se trouve dans le département d'Annaba 2°) si le tribunal d'Annaba est celui compétent ?

Qu'en ce qui concerne le premier point, ainsi qu'il sera précisé ci-dessous, le tribunal doit constater que le siège social de l'Ouenza se trouve à Ouenza (département d'Annaba).

Que le prétendu transfert du siège social à Paris en 1966-1967 apparaît nul et de nul effet puisque, d'une part ce transfert n'avait pas été effectué lors d'une assemblée que SONAREM aurait convoquée

à la suite d'une décision prise par elle ou, conformément à une telle décision, en qualité de remplaçante de l'Ouenza et de ses anciens administrateurs.

Et, d'autre part, en raison de ce qu'il a été fait en violation du droit algérien (décret n° 63-483 du 23 décembre 1963).

Que le présent tribunal estime donc que l'Ouenza était une société algérienne soumise au régime du droit algérien.

Qu'en définitive et pour ce qui est de la compétence *ratione loci*, l'article 475 du code de procédure civile, comme l'article 49 des statuts, rendent donc le tribunal de céans compétent pour connaître de la présente demande.

Sur la recevabilité de la demande

Au fond

Attendu que les questions sur lesquelles il est demandé de statuer sont : 1°) quel système juridique régit l'Ouenza ; 2°) si, conformément à ce système juridique, les agissements des défendeurs justifient la demande de SONAREM.

Attendu que l'Ouenza a été régie à toute époque, pour toutes les questions la concernant, par le droit algérien, du fait que cette société avait son siège social en Algérie, où elle avait vu le jour conformément à la décision prise sans équivoque par ses fondateurs originaires - telle qu'elle a trouvé son expression dans l'acte notarié originaire et telle qu'elle a fait l'objet de leur adhésion constante durant toute son existence, ayant pour objet d'assujettir celle-ci, pendant toute la période antérieure à l'indépendance, au régime de droit *sui generis* en vigueur en Algérie et, par la suite, à la loi de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

Que, lors de la proclamation de l'indépendance, l'Ouenza, comme toutes les personnes physiques et morales sur l'ensemble du territoire algérien, s'est trouvée sous l'empire de la souveraineté algérienne [voir Hamel et Lagarde (In. 429) et Battifol, (Ed. 1959, n° 154)].

* Que, les actes de l'Ouenza et de sa direction, postérieurement à la proclamation de l'indépendance (par exemple, sa réinscription comme société de nationalité algérienne le 6 mai 1964, conformément à l'ordonnance n° 63-263 du 23 juillet 1963) indiquent de façon nette que l'Ouenza a confirmé qu'elle était et qu'elle continuait d'être une société algérienne soumise à l'ensemble des lois algériennes jusques et au-delà de la promulgation de l'ordonnance du 6 mai 1966 et du décret du 14 juillet 1966 prononçant la nationalisation de l'Ouenza et désignant BAREM comme administrateur.

Que tout acte de quelque personne que ce soit, ^{حق} postérieur au 23 décembre 1963 et dont le but est de transférer le siège de la société de l'Ouenza sans l'accord de SONAREM en contravention à la loi algérienne (voir le décret n° 63-483 du 23 décembre 1963) est nul et de nul effet.

Que toute mesure prise par l'ancien conseil d'administration ou par n'importe quel groupe d'actionnaires dans l'intention de tenir une assemblée générale postérieurement à l'ordonnance du 6 mai 1966, est nulle et de nul effet, n'obligeant la société de l'Ouenza en aucune façon.

Que les activités d'une société sur le plan international sont, aux termes du droit, régies par la loi applicable du lieu de son siège social, c'est-à-dire, par la loi du lieu à laquelle les fondateurs de cette société ont entendu expressément se référer.

Que les statuts doivent obligatoirement mentionner le lieu du siège social. (On en assure la publication précisément afin de faire connaître aux tiers le régime de droit auquel la société est assujettie).

Que les administrateurs de la société ne peuvent modifier ce fait, en établissant un siège administratif tantôt en un endroit, tantôt en un autre.

Que cela ferait échec à la volonté des actionnaires qui, dans le cas de l'Ouenza, était très clairement de soumettre la société à la loi algérienne dès sa fondation.

Que l'existence d'un siège administratif à Paris ne peut avoir pour effet que d'exposer l'Ouenza à y être citée par des tiers.

Qu'il n'en reste pas moins vrai que les activités de la société continuent à être régies par la loi du pays choisi par les actionnaires, à savoir celle de l'Algérie.

Attendu que l'attention du tribunal a été attirée sur un arrêt de la Cour d'appel de Paris, 1ère Chambre, en date du 17 mai 1967 rendu entre la société centrale de réassurances des mutuelles agricoles et autres et société générale.

Que cet arrêt tend à priver l'Algérie de sa juridiction sur les sociétés algériennes, au prétexte fallacieux que certains actionnaires de ces sociétés seraient français.

Que la conclusion qui serait tirée de cette décision aboutirait au résultat absurde que la loi régissant une société pourrait être modifiée à la faveur des modifications qui pourraient avoir lieu dans la composition des membres de cette même société.

Que cette notion ne peut se retrouver et n'existe pas dans le droit algérien qui régit l'Ouenza.

Attendu que par ailleurs, la nationalisation de l'Ouenza a été faite avec promesse d'indemnisation.

Que l'ordonnance n° 66-93 du 6 mai 1966 prévoyait l'indemnisation de tous les actionnaires de l'Ouenza sur la base du prix moyen des actions de l'Ouenza pendant les deux années précédant la nationalisation.

Que par un arrêté interministériel en date du 14 juillet 1966, le ministre de l'industrie et de l'énergie et le ministre des finances et du plan créèrent une commission d'étude des modalités d'indemnisation

en matière minière chargée d'étudier les voies et moyens de compensation des actionnaires de certains établissements miniers nationalisés, y compris l'Ouenza.

Que la formule choisie pour la fixation du montant de l'indemnité à payer aux actionnaires de l'Ouenza n'est pas sans précédent, en ce sens qu'elle est semblable à celle adoptée par le Royaume-Uni lors de la nationalisation de l'industrie des transports, en 1947, et des industries de l'acier et du fer, en 1949, et par la France lors des nationalisations des secteurs de la houille, du gaz et de l'électricité, ainsi que du secteur bancaire de l'économie.

Que la SONAREM est chargée, aux termes de la loi algérienne, de l'indemnisation, aux motifs que les avoirs de SONAREM sont composés des avoirs de sociétés nationalisées telles que l'Ouenza.

Attendu, du reste, que les activités des défendeurs en immobilisant l'action de l'Ouenza à l'étranger ont empêché à ce jour, la SONAREM de procéder à ladite indemnisation, et l'argument selon lequel la formule adoptée ne satisfait pas aux exigences de promptitude est peu convaincant chez ceux qui ont retardé la procédure d'indemnisation.

Qu'en outre, le tribunal note que les défendeurs n'ont fait aucun effort sérieux pour demander une indemnité auprès de la commission créée par le gouvernement algérien ou à l'intérieur du régime juridique algérien, ce qui constitue un défaut d'épuisement des recours auprès des autorités locales.

Qu'en conclusion, il résulte de l'ordonnance et des décrets précités que la demanderesse a bien qualité pour articuler les prétentions contenues dans sa requête introductive d'instance.

Qu'il trouve néanmoins la demande en dommages et intérêts exagérés en son *quantum* bien que fondée en son principe.

Que le tribunal peut donc accueillir la demande dans tous ses chefs.

PAR CES MOTIFS :

Statuant en matière commerciale, publiquement, par défaut et en premier ressort.

Le tribunal se déclare compétent.

Donne acte à la SONAREM de ses réserves formulées à l'encontre de personnes autres que les défendeurs.

Constata que seule la SONAREM a qualité pour agir au nom et pour le compte de la société de l'Ouenza tant en Algérie qu'à l'étranger.

Constata que la société de l'Ouenza a été une société algérienne jusqu'à sa nationalisation.

Déclare les défendeurs responsables du préjudice occasionné à la demanderesse.

Fait défense aux défendeurs de s'immiscer dans la gestion, l'administration et le contrôle de la société de l'Ouenza sous peine d'une astreinte, un comminatoire, de 100.000 DA pour chaque infraction à la présente défense.

Fait défense aux défendeurs de formuler une quelconque revendication en quelque qualité que ce soit aux fins de recueillir les fonds dûs pour tout débiteur et notamment ceux dûs par la Société Centrale de Banque, ITALSIDER et B.I.S.C. (Ore) Limited.

Ordonne aux défendeurs de renoncer à poursuivre les actions intentées ou prétendument autorisées au nom de la société nationalisée de l'Ouenza, sous peine de la même astreinte de 100.000 DA.

Condamne les défendeurs *in solidum* à transférer, céder et délivrer à la SONAREM tous fonds et avoirs de la société nationalisée de l'Ouenza qui sont, auraient été et pourraient être détenus ou perçus par eux à quelque titre que ce soit. Les condamne encore, *in solidum*, outre les dépens, en 75.000 DA à titre de dommages et intérêts.

Ordonne, en raison de l'urgence, l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel, opposition ou toutes autres voies de recours et ce, avant enregistrement.

Condamne les défendeurs aux dépens.

MM. MOSBAH, prés. ; AROUME et BRAIA, assés ; FAIDI et LAHLOU, av. de la dem.

COUR ET TRIBUNAL D'ALGER, (quatre décisions)

APPEL : Recevabilité Taxe judiciaire (3ème espèce).

COMPETENCE : Etrangers - Privilège de juridiction ; absence d'ordre public (3ème espèce).

DROIT INTERNATIONAL PRIVE : Privilège de juridiction fondé sur la nationalité Art. 14 C. Civ. : ordre public (non) ; renonciation (oui) (3ème espèce).

ECONOMIE DIRIGEE : Mise sous protection de l'Etat Structures Effets (les 4 espèces).

OBLIGATIONS : Exécution Date de l'obligation - Mise du débiteur sous protection de l'Etat : absence d'effet sur l'exigibilité (les 4 espèces).

PERSONNALITE JURIDIQUE : Personne morale Mise sous protection de l'Etat : Absence d'effet sur la personnalité morale (les 4 espèces).

PROCEDURE CIVILE : Qualité - Mise sous protection de l'Etat - Mise en cause du commissaire du gouvernement (non) (les 4 espèces).

TRIBUNAL D'ALGER, (section commerciale)

16 février 1967

1ère espèce

Soc. d'Expl. des transp. Int MARTEFON c/ S.G.E.A.

Le Tribunal,

Attendu que suivant requête introductive d'instance en date du 29 octobre 1966, le demandeur a fait assigner les défendeurs pour s'entendre condamner à lui payer la somme principale de 15.076,53 DA dues pour les diverses opérations de transports, transit, dédouanement qu'il a fait pour son compte depuis 1964 à ce jour, qu'il sollicite également leur condamnation au paiement de la somme de 5.000 DA à titre de dommages-intérêts pour résistance injustifiée aux dépens, et de dire qu'à défaut de paiement dans la huitaine du prononcé du jugement à intervenir, il sera autorisé, conformément à la loi à faire vendre le matériel aux enchères publiques et à se faire payer sur le prix jusqu'à concurrence de sa créance en principal, intérêts, frais et accessoires.

Attendu que les défendeurs déclarent en premier lieu que la S.G.E.A. est une entreprise placée sous la protection de l'Etat Algérien.

Que M. HAMMA Mokhrane, assure tous pouvoirs de gestion administrative et financière auprès de ladite entreprise par arrêté du 19 mai 1965 de M. le ministre de l'industrie et de l'énergie et qu'ainsi ledit organisme n'était pas tenu aux obligations antérieures à l'arrêté de nomination, ajoutant qu'il appartient au demandeur de l'adresser à qui de droit pour les dettes antérieures au 19 mai 1965.

Attendu que, subsidiairement au fond, la S.G.E.A. ne conteste point les sommes qui pourraient être dues depuis le 19 mai 1965, qu'elle était prête à régler ce qu'elle doit et que c'est à tort que MARTEFON, demandeur a refusé de livrer à la S.G.E.A. le matériel qui était destiné à cette dernière.

Attendu que la Société défenderesse prétend ne pas être tenue aux obligations de la S.G.E.A. antérieures à la désignation de M. HAMMA Mokhrane en qualité de commissaire du gouvernement intervenu par arrêté du 19 mai 1965.

Attendu que cette prétention est infondée.

Attendu que le commissaire du gouvernement n'a pour rôle que de surveiller la gestion de l'entreprise et la conformité de l'exploitation aux objectifs nationaux.

Attendu que cette fonction ne supprime pas la continuité et l'unicité du patrimoine de la société.

Attendu néanmoins qu'il échet de recourir à une mesure d'instruction pour déterminer la nature et le montant des sommes réellement dues, la demande étant insuffisamment établie sur ce point.

PAR CES MOTIFS :

Le Tribunal statuant en matière commerciale, publiquement, contradictoirement et en premier ressort.

Avant dire droit au fond, désigne M. BENOUNICHE comme expert avec la mission de rechercher la nature et le montant des sommes pouvant être dues au demandeur et indiquer les documents examinés pour parvenir au décompte définitif. Dit que pour l'accomplissement de sa mission, l'expert entendra les parties en leurs explications respectives ainsi que tous les indicateurs, procédera à toutes investigations ou vérifications utiles, s'entourera de tous renseignements à charge par lui d'en indiquer la source, consultera tous titres ou documents, conciliera les parties si faire se peut et de ses opérations dressera rapport qu'il déposera au greffe de ce siège pour être par les parties conclu et par le tribunal statué ce que de droit. Dit qu'en cas d'empêchement ou de refus de l'expert commis il sera pourvu à son remplacement par ordonnance du Président du siège ou de son dévolutaire. Dit que l'expert commis devra avoir terminé ses opérations dans le délai de 3 mois à compter du jour de sa saisine à moins d'avoir obtenu, sur sa requête, une ordonnance de prorogation du Président du siège à défaut de quoi, il sera pourvu à son remplacement. Réserve les dépens.

MM. ZITOUNI, prés., BATOUCHE et OUSSEDIK, av.

TRIBUNAL D'ALGER (section commerciale)

24 octobre 1968

2ème espèce

Soc. d'Expl. des Transp. Int. MARTEFON c/ Soc. Eclairage Technique

Afrique (E.T.A.F.)

Le Tribunal,

Suivant requête introductive d'instance en date du 29 février 1968, la demanderesse a fait convoquer la défenderesse pour s'entendre condamner à lui payer la somme principale de 16.678 DA 35 centimes pour diverses opérations de dédouanement et de réception de marchandises arrivées au port d'Alger, les intérêts de droit à compter du jour du protêt, la somme de 2000 DA à titre de dommages-intérêts et les dépens, le tout avec exécution provisoire du jugement à intervenir. La société défenderesse, par l'organe de son conseil, déclare que ses biens ont été déclarés bien de l'Etat et qu'en application de l'article 12 du décret du 18 mars 1963 aucune poursuite ou voie d'exécution ne peut être exercée à son encontre à raison d'obligations antérieures à l'état de vacance.

Sur ce :

Sur l'exception soulevée par la société défenderesse :

Attendu qu'à l'appui de son exception la société défenderesse verse aux débats un arrêté pris par M. le préfet du département d'Alger le 14 septembre 1967 « déclarant bien de l'état » la société Eclairage Technique Afrique « ETAF » sise à Rouïba.

Attendu que cet arrêté a été pris en vertu des dispositions légales portant dévolution à l'état de la propriété des biens vacants et constitue une mesure de nationalisation.

Attendu que les textes précités ne font nullement référence aux dispositions particulières de l'article 12 du décret numéro 63-68 du 18 mars aux termes desquelles le règlement des obligations antérieures à l'entrée en vigueur de l'état de vacance doivent faire l'objet de dispositions ultérieures.

Qu'il échet, en conséquence, en l'absence de cette référence de dire inapplicable, en l'espèce les dispositions du décret du 18 mars 1963 s'agissant d'une mesure de nationalisation qui n'entre pas dans le cadre de ce texte.

Sur la demande principale :

Attendu que nonobstant plusieurs remises de la cause échelonnées entre le 6 avril 1968 et le 17 octobre 1968 la société demanderesse n'a produit aucune pièce justifiant l'objet de la demande. Qu'il échet en conséquence, de la débouter en l'état.

PAR CES MOTIFS :

Statuant en matière commerciale, publiquement, contradictoirement et en premier ressort :

Dit et juge inapplicable en l'espèce les dispositions de l'article 12 du décret du 18 mars 1963 s'agissant d'une mesure de nationalisation.

AU FOND :

Déboute en l'état la demanderesse de sa demande et laisse les dépens à sa charge.

MM. ZITOUNI, prés., BATOUCHE et CHENTOUF, av.

COUR D'ALGER, (Ch. Civ. 3ème Sect. Civ.)

12 février 1969

3ème espèce

Soc. Mét. d'El-Alia (S.O.M.E.L.) c/ Soc. Edouard DUBOIS

La Cour,

Statuant sur l'appel interjeté par requête déposé le 27 octobre 1967 par la société métallurgique d'El-Alia, d'un jugement rendu le 8 juin 1967 par le tribunal d'Alger, statuant en matière commerciale, qui l'a condamnée à payer à la société Edouard DUBOIS, avec intérêts de droit à compter du jour de la demande, la somme principale de 96.955,51 DA et celle de 300 DA de dommages et intérêts ainsi que les dépens ;

Attendu que la société appelante reproche au premier juge :

1) d'avoir rejeté l'exception d'incompétence soulevée par elle et opposé au privilège de juridiction des articles 14 et 15 du code civil français qu'elle invoquait à l'appui de cette exception d'incompétence, les dispositions des articles 1^o et 11 du code de procédure algérien, inapplicable en l'espèce puisqu'il s'agit de deux sociétés françaises,

2) d'avoir passé outre à la demande de mise en cause du commissaire du gouvernement désigné par le ministre de l'industrie et de l'énergie, en date du 26 avril 1965 ;

Attendu que la société appelante soutient que ni elle ni son adversaire, la société DUBOIS, ne sont des sociétés de nationalité algérienne ; que lors de l'élaboration du décret du 1^{er} octobre 1963 le gouvernement algérien a estimé que le critère du siège social ne suffit pas pour conférer la nationalité algérienne à une société dont le conseil d'administration est composé en majorité d'algériens et dont la majorité des parts ou actions est détenue par des non algériens ; que la société DUBOIS ne répond pas au critère ci-dessus et qu'elle ne peut prétendre au privilège de juridiction institué en faveur des Algériens par les articles 10 et 11 du code de procédure civile ;

Attendu que la société appelante soutient par ailleurs que le commissaire du gouvernement s'est emparé de l'ensemble de l'entreprise SOMEL ; qu'il détient tous les documents comptables, effectue tous les actes de gestion et qu'il est seul habilité à répondre à la société DUBOIS et éventuellement à supporter les conséquences de toutes décisions de justice ; que la société SOMEL n'est plus gérée par son assemblée générale, ni par son gérant statutaire, mais par le gouvernement lui-même en la personne du commissaire du gouvernement, qu'il s'agit d'une véritable nationalisation avec gestion directe de l'Etat ;

Attendu que la société intimée soulève l'exception d'irrecevabilité de l'appel pour non paiement de la taxe judiciaire prévue par l'article 1^{er} de l'ordonnance 66-224 du 22 juillet 1966, qu'à titre très subsidiaire elle soutient que c'est à la société SOMEL qu'il appartient de rapporter la preuve que la désignation du commissaire du gouvernement dont elle a été dotée constitue une véritable nationalisation et que dans le cas où elle aurait rapporté cette preuve, c'est à elle qu'il incomberait de mettre le commissaire du gouvernement en cause ;

Attendu que la société intimée, DUBOIS conclut à la confirmation du jugement entrepris et à la condamnation de l'appelante à 5000 DA de dommages et intérêts pour résistance abusive.

Sur l'irrecevabilité de l'appel :

Attendu que l'ordonnance 66-224 du 22 juillet 1966 relative aux frais de justice, prévoit en son article 4 - alinéa 2 que « si l'insuffisance d'une perception est reconnue au cours d'une instance ou avant qu'il n'ait été procédé à l'opération ou à l'acte requis la juridiction saisie décide qu'il sera sursis soit au jugement, soit à l'acte ou à l'opération pendant un délai déterminé et que si l'intéressé aussitôt averti par le greffe, n'a pa versé le complément exigible, la radiation de l'affaire est ordonnée ou la requête laissée définitivement sans suite ».

Attendu que par ordonnance en date du 18 octobre 1968, le conseiller-rapporteur a invité la société SOMEL appelante à verser le montant de la taxe judiciaire dans les huit jours à compter de la notification.

Attendu que l'appelante a obtempéré à l'injonction à elle faite et a versé à la caisse du greffe la somme de 361,15 DA suivant quittance n° 84.633 délivrée le 29 octobre 1968 ; que l'appelante ayant ainsi satisfait aux prescriptions de l'ordonnance 66-224 du 22 juillet 1966, la cour, considérant l'exception d'irrecevabilité devenue sans objet, doit statuer sur les autres moyens par l'appelante ;

Sur le privilège de juridiction des articles 14 et 15 du code civil.

Attendu que la disposition de l'article 14 du code civil n'est pas d'ordre public, les nationaux sont libres de renoncer expressément ou tacitement au privilège de juridiction qu'elle confère ; que la société DUBOIS a expressément opté pour la juridiction algérienne et stipulé, dans les conditions générales mentionnées dans ses factures le recours obligatoire à cette juridiction ; que la société SOMEL n'a jamais protesté ni fait des réserves sur cette clause.

Attendu par ailleurs que la jurisprudence française est fixée en ce sens que lorsqu'un contrat a été conclu et exécuté en Algérie entre deux sociétés ayant chacune leur siège social en Algérie, postérieurement à l'indépendance de cet Etat, ce contrat est entièrement régi par la loi algérienne, dans la mesure où cette loi n'est pas contraire à l'ordre public français.

Sur l'appel en cause du commissaire du gouvernement.

Attendu que le décret 64-128 du 15 avril 1964 dispose dans son article 2 que le commissaire du gouvernement assure sous l'autorité des responsables nommés par le conseil d'administration les fonctions de chef du personnel, que nonobstant toute décision statutaire contraire, il a délégation permanente du conseil pour nommer et révoquer agents et employés etc... ; qu'il assiste avec voix consultative aux séances du conseil d'administration et de l'assemblée générale ; qu'aux termes de l'article 6 il vise toutes les décisions des personnes par le conseil y compris les décisions d'action judiciaire ;

Attendu qu'il ressort de l'analyse du décret sus-visé que le commissaire du gouvernement est placé sous l'autorité du conseil d'administration de la société dont il devient le directeur du personnel,

qu'il est en même temps chargé par le ministre de l'industrie et de l'énergie d'une mission de contrôle semblable à celle d'un contrôleur financier auprès des collectivités économiques et financières, qu'ainsi la société SOMEL n'a pas été nationalisée puisqu'elle reste maîtresse de sa gestion tout en étant placée sous le contrôle de l'Etat dont l'intervention a été inspirée par le souci de veiller aux intérêts du personnel employé par cette société et à la régularité de ses opérations.

Attendu cependant que l'article 6 du décret sus-visé fait obligation à la société SOMEL de faire viser toutes les décisions y compris les décisions d'action judiciaire par le commissaire du gouvernement et qu'il appartient à ladite société, si elle a omis de faire viser l'action de se défendre contre la société DUBOIS, d'appeler le commissaire du gouvernement en cause dans le délai qui lui sera prescrit ;

Et attendu que l'appelante n'a pas répondu sur le fond du procès, il échet de lui impartir un délai pour faire valoir ses moyens de défense et de renvoyer la cause et les parties à l'audience du 20 novembre 1968 pour conclure au fond et appeler en cause le commissaire du gouvernement, si la société SOMEL le juge utile.

Attendu qu'à l'audience du 20 novembre la société S.A.R.L. SOMEL a conclu dans une requête aux fins de mise en cause « qu'il plaise à la cour ouïr le commissaire du gouvernement de la société SOMEL-ALGERIE prendre telles conclusions qu'il jugera utile sur la mise en cause, dire et juger qu'il sera tenu de toute condamnation qui pourra éventuellement être prononcée contre la société SOMEL au profit de la société DUBOIS, s'entendre le commissaire du gouvernement de SOMEL-ALGERIE condamner en tous les dépens ».

Attendu que le commissaire du gouvernement de la société SOMEL a été cité conformément à la loi pour le 4 décembre 1968, mais que la remise de la citation n'ayant été effectuée que le 6 décembre 1968, l'affaire a été renvoyée au 11 décembre par retour du récépissé de remise et comparution, puis au 8 janvier, puis à la demande de Maître HALIMI, au 15 janvier 1969, pour plaidoirie.

Attendu que le commissaire du gouvernement de la société SOMEL n'a pas comparu et qu'il y a lieu de prononcer le défaut faute de conclure conformément à l'article 117 et de donner avenir à la partie défaillante conformément à l'article 171 du code de procédure civile.

Attendu que par ordonnance du président-rapporteur en date du 16 janvier 1969, avenir a été donné au commissaire du gouvernement pour l'audience du 29 janvier 1969 ; qu'à cette date le commissaire du gouvernement a fait défaut.

Au fond :

Attendu que les fournitures et prestations de services dont la société Edouard DUBOIS réclame paiement remontent aux mois de février et mars 1965 ; que par arrêté en date du 26 avril 1965, la société SOMEL a été dotée d'un commissaire du gouvernement sous l'autorité du ministère de l'industrie et de l'énergie.

Attendu que l'arrêté du 26 avril 1965 sus-visé, se réfère au décret du 16 avril 1964 qui stipule expressément que le commissaire du gouvernement est placé sous l'autorité du conseil d'administration de la société.

Attendu qu'au lieu d'abdiquer ses pouvoirs et de se désintéresser de la gestion de son entreprise, un conseil d'administration soucieux de ses intérêts et de ceux de ses créanciers et fournisseurs se doit de réagir contre toute velleité d'accaparement des pouvoirs par le commissaire du gouvernement, soit en saisissant l'autorité de tutelle, soit en se pourvoyant devant la juridiction compétente pour abus de pouvoir.

Attendu que l'institution d'un commissaire du gouvernement auprès de certaines sociétés est une mesure de contrôle que prend le gouvernement pour surveiller la marche de l'exploitation et garantir les droits du personnel ; qu'elle ne constitue ni une déclaration de vacance, ni une nationalisation ; qu'il dépend de la société dotée d'un commissaire du gouvernement de confiner le commissaire du gouvernement dans les limites de ses attributions ; que les créanciers de la société nantie d'un commissaire du gouvernement ne doivent pas supporter les conséquences de la carence de celle-ci ;

Attendu que la créance de la société Edouard DUBOIS a pour cause des prestations fournies en Algérie pour les besoins de la société **SOMEL-ALGERIE**, que cette société a par lettre en date du 17 juin 1966 implicitement reconnu cette créance et qu'il échet de confirmer la décision déferée qui l'a condamnée à payer la somme réclamée sur le défaut du commissaire du gouvernement mis en cause.

Attendu que la mise en cause du commissaire du gouvernement a été ordonnée à la demande de la société **SOMEL** et à toutes fins utiles ; que son absence ne modifie en rien des données du problème du fait que les attributions qui lui sont imparties par le décret du 16 avril 1964 ne portent pas atteinte à la personnalité morale de la société **SOMEL** qui demeure maîtresse de sa gestion ; que la condamnation de la société **SOMEL** s'impose aussi bien à cette dernière qu'au commissaire du gouvernement qui ne pourra pas s'opposer à l'exécution de la décision sur les biens de la société dont il est chargé du contrôle.

PAR CES MOTIFS :

Statuant en matière commerciale, publiquement, contradictoirement et en dernier ressort, vu les pièces et documents par l'appelante et l'intimée. Reçoit l'appel comme régulier en la forme. Au fond le dit mal fondé. Confirme le jugement déferé qui devra sortir son plein et entier effet à l'égard de tous sur le patrimoine de la société **SOMEL** où qu'il se trouve.

Condamne l'appelante aux dépens.

MM. ASLAOUI, prés.-rapp. ; **SATOR** et **BATOUCHE**, av.

Décision frappée d'appel (arrêt ci-dessus rapporté).

TRIBUNAL D'ALGER (section commerciale)

8 juin 1967

Soc. Edouard Dubois c/ Soc. Met. d'El Alia (SOMEL)

Le Tribunal,

Attendu que suivant exploit en date du 10 mars 1966, la société demanderesse a fait assigner la société défenderesse pour s'entendre condamner à lui payer avec intérêts de droit la somme principale de 96.955 DA 51 centimes montant de facturations émises entre le 10 mars et le 4 avril 1965 et représentant des prestations et des avances par elle faites et pour le compte de ladite défenderesse à l'occasion d'importation de marchandises en Algérie. Qu'elle demande également le paiement de la somme de 2.000 DA à titre de dommages et intérêts, les dépens et l'exécution provisoire de la décision à intervenir. Attendu que la société défenderesse soulève l'exception d'incompétence des tribunaux algériens, au motif qu'elle est une société française ayant son siège social, 56 rue du Faubourg St-Honoré et ce, par application des articles 14 et 15 du code civil, tout en reconnaissant qu'elle avait un siège social en Algérie, aux numéros 2 et 27 de la rue Khelifa Boukhalfa (ex Denfert Rochereau). Qu'elle indique, par ailleurs, que par arrêté du 26 avril 1965 M. le ministre de l'industrie et de l'énergie a désigné M. HAMMA Mokrane, comme commissaire de gouvernement auprès de sa société et que celui-ci s'est emparé de l'ensemble de l'entreprise, mesure qui équivaut à celle concernant les entreprises déclarées vacantes ou de mises sous protection de l'Etat.

Sur ce :

Sur la compétence :

Attendu qu'aux termes des articles 10 et 11 de l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, portant code de procédure civile, tout étranger, même non résidant en Algérie, pourra être cité devant les juridictions algériennes pour l'exécution des obligations par lui contractées en Algérie avec un algérien, il pourra être traduit devant les juridictions algériennes pour les obligations par lui contractées en pays étranger, envers les algériens (article II). Tout algérien pourra etc... Attendu qu'il est constant et non contesté que les fournitures, prestations et avances faites par la demanderesse ont eu lieu à l'occasion d'opérations effectuées en Algérie où la défenderesse reconnaît elle-même qu'elle avait un siège social. Qu'il échet, en conséquence, de rejeter l'exception d'incompétence.

Sur la nomination d'un commissaire du gouvernement :

Attendu que, contrairement, aux affirmations de la société défenderesse, la désignation d'un commissaire du gouvernement en exécution des prescriptions du décret du 16 avril 1964, ne constitue nullement une mesure de nationalisation ou de mise sous protection de l'état. Que

le commissaire du gouvernement n'a pour rôle que de surveiller la gestion de l'entreprise et la conformité de l'exploitation avec les objectifs nationaux.

Attendu que cette fonction ne supprime pas la continuité et l'unicité du patrimoine de la société.

Attendu que la société défenderesse qui prétend avoir été mise dans l'impossibilité depuis la désignation du commissaire du gouvernement, de gérer ses biens n'apporte et n'offre à ce sujet aucune preuve. Que ses affirmations purement gratuites à cet égard ne sauraient être retenues.

Sur le fond :

Attendu que la société défenderesse ne conteste pas l'objet de la demande, d'ailleurs justifiée par les documents versés aux débats par la société demanderesse. Qu'il échet en conséquence, de faire droit à la demande tout en réduisant à une plus juste proportion le taux des dommages et intérêts réclamés, le tribunal trouvant dans la cause les éléments pour fixer à 300 DA le préjudice subi par la demanderesse du fait du comportement de sa débitrice. Attendu que toute partie qui succombe doit supporter les dépens.

PAR CES MOTIFS :

Statuant en matière commerciale, publiquement, contradictoirement et en premier ressort. Rejette l'exception d'incompétence. Dit et juge que la société défenderesse n'a pas rapporté la preuve qu'elle a fait l'objet d'une mesure de nationalisation ou de mise sous protection de l'Etat selon les prescriptions des décrets du 19 mars 1963 et 9 mai 1963...

MM. ZITOUNI, prés., SATOR et BATOUCHE, av.